

Chères et chers commissaires,

Je suis résident du quartier depuis une quinzaine d'années. Je suis démographe de formation, je travaille actuellement à l'Institut de la statistique du Québec, et les questions d'inégalités sociales m'ont toujours préoccupées. De plus, mon frère est en situation d'itinérance depuis plus de 10 ans, avec des problèmes de santé mentale, dépendances et maladies. Il est actuellement à l'hôpital, mais sortira probablement pour un appartement supervisé, sinon il se construira vraisemblablement une nouvelle cabane aux abords de la rue Notre-Dame. Je souhaite de tout cœur que s'il se retrouve en situation d'urgence, la Ville offre le plus de services possibles pour l'aider.

Je suis aussi fondateur et administrateur depuis plus de 7 ans du groupe Facebook "Centre-Sud MON Quartier", qui compte près de 10 000 membres. Je crois avoir un portrait assez représentatif de la population du quartier et des sujets d'actualité qui la préoccupe, et celui de la cohabitation sociale en est un.

À travers les conversations du groupe et aussi en assistant à des séances du conseil d'arrondissement, j'ai constaté des faits intéressants. Les personnes qui s'opposent le plus activement aux ressources en itinérance s'expriment généralement plus fort que celles qui sont d'accord. J'ai remarqué qu'elles ont souvent un profil commun: propriétaires de commerces, de condos, courtiers immobiliers, etc. Elles ont un intérêt de vouloir éloigner les ressources du quartier parce que la présence de personnes itinérantes nuirait à leurs ventes dans les bars, restaurants, commerces, mais surtout, dans l'immobilier. Dans le Centre-Sud, lors de l'annonce du projet de Mission Bon Accueil au 2222 rue Ontario Est., quelques citoyens s'inquiétaient en effet d'avoir investi en s'achetant une propriété dans le quartier, qui n'était pas comme on leur avait promis, et craignaient une dévaluation de leur investissement.

Il y a aussi de petites coalitions de voisins propriétaires et l'Association citoyenne du Village de Montréal (ACVMTL) qui se sont souvent exprimés. L'ACVMTL est une association soutenue par la Ville, dont le conseil d'administration compte plusieurs courtiers immobiliers et propriétaires, et certains de leurs membres ont des ressources et des contacts dans les médias et le monde politique. L'association a mené des campagnes de communications, notamment un sondage sur la sécurité, qui a généré beaucoup de discussions dans le groupe du quartier. Le sondage comportait plusieurs questions qui amalgamaient l'itinérance et la consommation de drogues dans la rue, ce qui sous-entendait que la source d'insécurité était les personnes itinérantes. De plus, pendant la période du sondage, des membres de l'ACVMTL multipliaient sur le groupe et les autres groupes Facebook du quartier et des médias du groupe Gay Globe des opinions et des photos de situations dégradantes pour les personnes en situation d'itinérance, pour influencer l'opinion publique. Enfin, ils ont fait plusieurs sorties dans les médias traditionnels, notamment pour demander plus de répression contre les consommateurs de drogues, mais aussi en accusant des organismes comme Spectre de rue de générer des problèmes et d'attirer dans le voisinage des personnes en situation d'itinérance ou de vulnérabilité.

Lors d'un conseil d'arrondissement, j'ai vu deux hommes demander à la mairesse de fermer le parc devant leur propriété. Ils ne pouvaient plus supporter de voir des personnes itinérantes flâner dans le parc tard le soir et uriner dans les buissons. Ils se plaignaient de s'être fait vandaliser leur voiture de l'année en revenant d'un voyage à Paris durant les Jeux olympiques.

Durant l'été et automne 2024, le sondage de l'ACVMTL et la campagne d'agitation menée principalement par leur représentant, Daniel Matte, ont suscité des débats houleux dans le groupe du quartier. Quelques membres se sont alors exprimés contre les ressources en itinérance, projetées et même actuelles. J'ai cependant vu un soutien beaucoup plus fort en faveur de celles-ci. Par exemple, une membre du groupe a fait une requête au 311 pour s'opposer au projet de logement de transition de Mission Bon Accueil, elle a ensuite fait une publication incitant la population à en faire autant. Un autre membre a aussitôt répliqué en appelant la Ville pour s'opposer à la requête de cette membre et a publié dans le groupe pour inviter la population à faire de même. Sa publication en faveur du projet a suscité davantage de réactions positives et, semble-t-il, de nombreux appels au 311 en appui au projet.

Récemment, j'ai partagé dans le groupe une publication de Spectre de rue qui annonçait leur projet de logements de transition au 805 rue Ontario Est. En quelques heures, la publication a reçu plus de 120 mentions "j'aime", dont plus de la moitié était "j'adore" ou "solidaire", en plus de nombreux commentaires saluant l'arrivée du projet. C'est de loin la publication la plus populaire sur le groupe depuis longtemps, sinon depuis la création du groupe. Sans prétention scientifique, ceci témoigne un appui très fort pour les ressources en itinérance. Le seul commentaire négatif venait d'une personne qui sous-entendait que les ressources étaient toujours concentrées dans le quartier.

J'en conclut que la cohabitation sociale semble compromise surtout par une frange relativement petite de la population issue d'une classe sociale privilégiée qui exerce une certaine influence. Bien sûr, ces personnes ont le droit de s'exprimer comme tout le monde, mais ce n'est pas parce qu'ils paient plus de taxes que leur opinion vaut plus. Aussi, ils ont davantage de moyens pour se faire entendre: des contacts en politique, dans les médias, des ressources pour mener des campagnes pour manipuler l'opinion publique, etc.

Les personnes itinérantes quant à elles ne se font pas souvent entendre, on leur demande rarement leur avis. Elles sont souvent en mode survie, n'ont pas le temps ni l'énergie pour philosopher sur les questions de cohabitation sociale, n'ont pas les moyens de s'organiser pour revendiquer quoi que ce soit. J'invite donc la commission à relativiser le poids des voix et des réalités de chacun dans cette consultation. En effet, entre la personne disant craindre pour sa sécurité en voyant des personnes itinérantes dans "son" parc et celle qui a besoin d'un endroit où dormir et qui risque littéralement la mort, l'importance n'est pas la même en termes de sécurité.

D'ailleurs, s'il y a un certain consensus qu'il est nécessaire d'aider cette population itinérante, j'ai du mal à comprendre qu'on ait besoin de demander l'avis de tous pour implanter des ressources. La Ville ne doit pas prendre action en mesurant les impacts d'un point de vue

électorale. J'espère que cette consultation ne sera pas utilisée pour tester les limites de la population et se contenter d'ouvrir des ressources d'urgence pour pallier le problème. C'est un problème bien plus grand que la cohabitation. Je suis déçu que cette initiative arrive à la fin du deuxième mandat de Projet Montréal, si peu, si tard. En effet, ce n'est pas comme si l'itinérance était un phénomène nouveau qui nous a pris par surprise. Nous aurions dû savoir depuis longtemps que le phénomène prendrait de l'ampleur à Montréal comme ça a été observé dans les grandes villes Canadiennes et dans le monde.

L'itinérance n'est pas un hasard ni une mode passagère, c'est un problème systémique découlant des inégalités qui se creusent. Le manque de réglementation a laissé la voie libre à la spéculation, à l'augmentation des loyers, au profit avant tout. J'aurais préféré que le mandat porte sur la question de l'itinérance en général, ce qui la cause et comment la Ville peut agir pour la prévenir et user de son influence pour amener les autres paliers à participer. Sinon, la tendance continuera à augmenter et on ne pourra jamais implanter assez de ressources. Même les citoyens les plus sensibles à la situation et en appui aux ressources vont eux aussi se tanner et demander des comptes. Sans parler que nombreux sont susceptibles de se retrouver eux-mêmes sans logement.

Jocelyn Lefebvre